

Arguments pour la lutte sociale

Numéro 66 du 29 janvier 2017

APPEL A L'UNITÉ : Nous pouvons gagner !

Nous sommes des citoyens et militants syndicalistes, de gauche, laïques, associatifs ; certains d'entre nous appellent à voter Mélenchon à la présidentielle, d'autres ont œuvré pour que Valls soit battu à la primaire en votant pour Hamon, plusieurs ont fait les deux choses à la fois.

L'aboutissement du quinquennat que nous venons de subir c'est Le Pen, Fillon, et Macron, candidats des contre-réformes capitalistes chacun à leur façon : il faut les combattre dans l'unité, tout en défendant nos revendications contre l'actuel gouvernement et pour le proche avenir : abrogation de la loi El Khomri, levée de l'état d'urgence, arrêt de la réforme du collège, pas touche à la Sécu, retour à la retraite à 60 ans, augmentation du SMIC, 32 heures, planification écologique...soit un véritable programme commun d'urgence sociale !

Nous nous adressons solennellement à J.L. Mélenchon et à B. Hamon : rencontrez-vous, et même si aucun ne se retire,appelez ensemble à battre Le Pen, Fillon et Macron et à la défense des revendications, et vous relancerez l'espoir, permettant les prochains combats.

Premiers signataires :

Aurélien Alfaré , militante alternatifs (69), Farida Atigui militante Front de gauche et élue municipale à Melun (77), Marinette Bache conseillère de Paris, militante République et socialisme-Front de gauche (75), Sylvain Bourdier élu municipal et président de "Commentry pour tous » (03), Aude Canale élue municipale groupe « citoyens de gauche » à Coulommiers (77), Jean-François Chalot militant laïque et élus municipal à Vaux le Pénil (77), Thomas Chavigné élus municipal à Billères et militant socialiste (64), Jean-François Claudon syndicaliste et socialiste (75), Noa Douibi militante PCF (13), Olivier Delbeke syndicaliste (94), Béatrice Durand responsable de République et socialisme-Front de gauche (75) , Florian Duron-Sanchez militant socialiste (42), Pascale Fautrier, écrivain (75), Antoine Foti syndicaliste (93), Thomas Guyard élus municipal à Melun syndicaliste et militant PCF-Front de gauche (77), Julien Guérin syndicaliste et militant Front de gauche (77), Cédric Gouain , militant PG (63), Michel Jallamion, conseiller régional d'Ile de France Front de gauche-République et socialisme (75), Pierrick Jourdan, militant PCF (13), Marianne Journiac, syndicaliste et militante Front de gauche-République et socialisme (75), Pierre Kerdraon militant socialiste (75), Daniel Labouret, Front de gauche-République et socialisme (64), Nicolas Mainieray, militant de l'éducation populaire et PCF (02), Nathanaël Uhl syndicaliste (94), Alexis Martinez, militant République et socialisme-Front de gauche (77), Vincent Présumey syndicaliste (03), Marie-Chrisitine Vergiat, députée européenne Front de gauche (84).

Trump attaque.

La foule était clairsemée à l'investiture de Donald Trump.

Le lendemain 21 janvier, par contre, il y a eu de 4 à 5 millions de manifestants dans le pays. 500.000 à Washington, 250.000 à Chicago, des centaines de milliers à New York, Atlanta, Denver, Indianapolis, Seattle, Portland, Nashville, Austin, Saint-Louis, San Francisco, Chicago ... On notera avec joie que c'est la seconde fois dans l'histoire qu'un appel à manifester pour les droits des femmes cristallise la mobilisation centrale contre le pouvoir exécutif. Et c'est un centenaire : la fois précédente, c'était pour la journée internationale des femmes à Petrograd en 1917 ...

Trump, immédiatement confronté à une forte volonté de résistance et d'affrontement social et démocratique, et trimballant des gamelles qui pèsent comme plusieurs Watergate réunis, n'a d'autres choix que d'attaquer, faire flèche de tout bois. C'est donc la stratégie du choc. Wall Street pour l'instant apprécie, et vient de battre les records historiques de capitalisation fictive, le Dow Jones dépassant les 20.000 points, une inflation spéculative n'annule en rien la crise ouverte depuis 2007-2008 et va inexorablement l'aggraver à nouveau. C'est pour partie de la confiance du capital financier, pour partie une manière d'enranger un maximum tout de suite. Sa relative confiance tient dans l'espoir, le calcul, que le choc va porter et faire hausser le taux d'exploitation des salariés aux États-Unis, et que c'est seulement alors que la base de la société, ces fameux « prolos blancs », entrera en mouvement, c'est-à-dire trop tard.

Il ne faut pas croire que les « calculs » du capital financier sont toujours bien pensés, l'histoire de toutes les crises serait là pour nous prouver le contraire. La fermentation politique actuelle aux États-Unis repose sur la volonté démocratique, voire même constitutionnelle, de résister à une dérive tyrannique ouverte, qui s'exprime pour l'heure dans une avalanche de premiers décrets - ce pouvoir fédéral que Trump conspuait et dont il est maintenant l'incarnation - et de propos bouffons, où le tweet a remplacé l'oukase comme manifestation de la non-pensée présidentielle. Le président des États-Unis tweete que « *le monde est un vaste foutoir* », ce qui donne une belle idée de la vision sereine des hautes sphères du capital sur leur propre monde, pour introduire son décret contre les migrants, et sa conseillère Ms. Conway proclame que « *nous pouvons être en désaccord avec les faits* ». L'indignation démocratique monte et va monter.

Dans la liste désordonnée des premiers décrets, qui tous tiennent de la provocation sans ouvrir encore la voie à un affrontement social direct, deux ont une importance particulière.

Le décret sur les réfugiés interdit définitivement l'accès du territoire étasunien aux réfugiés syrien, et pour 3 mois aux ressortissants d'Iran, Irak, Libye, Syrie, Somalie, Soudan, Yémen, sauf (également pour la Syrie) les détenteurs de visas diplomatiques ou

onusiens, et stoppe le programme fédéral d'accueil de réfugiés des zones de guerre. Dans une ambiance raciste, ce décret est d'abord un soutien direct et brutal à Bachar el Assad et une insulte au peuple syrien traité globalement de vivier à terroristes, et c'est ensuite une attaque frontale contre les libertés démocratiques et les traditions constitutives de la nation nord-américaine qui s'est construite par l'immigration.

Le décret sur les oléoducs rétablit le projet du Dakota et met donc à l'ordre-du-jour l'affrontement qu'Obama avait voulu éviter, entre troupes fédérales d'une part, Sioux Dakota et vétérans d'autre part. Une première manifestation a eu lieu à Minneapolis et ce n'est qu'un début.

Le Mexique, menacé de racket sur toute sa production marchande, est plongé dans une crise où l'hostilité populaire, non au peuple américain qui est de plus lié dans les réalités de la vie et de l'exploitation au peuple mexicain, mais à l'impérialisme trumpétiste. Hostilité qui a constraint le président mexicain à refuser de rencontrer le président US. Autrefois, du temps du *Big Stick*, le président US affichait une image policée, certes parfaitement hypocrite, et les chefs des pays clients celle de grosses brutes. Aujourd'hui, l'image du gros abruti grossier est celle du président US. Ces évolutions ne sont pas anodines.

A la différence du Mexique, Miss May a obtempéré à la première convocation du bouledogue souhaitant lui faire part de ses exigences en matière de commerce bilatéral. En somme, pendant que la Cour suprême britannique impose un vote parlementaire sur le Brexit, c'est Trump qui en fixe les modalités. Il est question de privatiser la santé et d'expulser les travailleurs européens, autrement dit de mettre la société britannique sens dessus dessous, ce qui n'est évidemment pas ce pour quoi ont voté de larges couches de celles-ci l'an dernier lorsqu'elles ont souhaité la rupture avec l'UE. Le Labour party, pris entre la volonté de Corbyn de voter pour la mise en œuvre du Brexit et la résistance des élus droitiers, est mis devant la responsabilité de donner une autre perspective, celle qui en combattant la City combat à la fois Bruxelles et Washington et qui oppose l'union libre et démocratique des peuples aux alliances capitalistes. Et ce n'est pas les « conseils » de Miss May à Mister Trump à propos de la « prudence » nécessaire envers Poutine qui pourront dissiper l'image qui va désormais lui coller : celle de caniche du bouledogue Trump.

La question Trump est une question mondiale. C'est celle de l'axe Trump-Poutine, c'est celle du visage contemporain de la contre-révolution. C'est celle du bombardement en préparation des zones où sont concentrés les réfugiés des régions de Syrie reprises par El Assad, ces réfugiés que Trump appelle à ne pas accueillir. Tout appel « anti-américain » faisant silence sur Poutine fait en réalité le jeu de l'axe contre-révolutionnaire Trump-Poutine. La solidarité internationaliste avec la

résistance du peuple syrien, et avec les luttes montantes du peuple américain, est à présent la première tache politique de quiconque combat le capital.

28-01-2017.

Ce dimanche il faut aller battre Valls ! – Billet du 25 janvier 2017

Que s'est-il passé le dimanche 22 janvier ? Environ 800.000 personnes, soit la majorité des participants à la primaire, sont allés y exprimer un vote d'opposition à la politique de Hollande et de ses gouvernements successifs.

Mais ce scrutin n'est-il pas douteux au vu des annonces contradictoires du comité d'organisation sur les chiffres de participation ?

Répondons à cette question par une autre question : le bruit fait là dessus n'aurait-il pas justement pour fonction de ne pas parler de ce qui s'est réellement passé et d'empêcher un vote massif dimanche prochain contre Valls ?

D'ailleurs, les organisateurs de cette primaire ne sont-ils pas les premiers à en avoir peur et à partir de là n'est-il pas logique qu'ils la gèrent le plus mal possible ? – que la « France insoumise » s'empare des armes que lui fournissent MM. Cambadélis et Borgel pour attaquer le mouvement des 800.000 qui ont voté contre la politique du gouvernement et éviter qu'ils soient beaucoup plus nombreux dimanche prochain pose donc une question : les chefs de la « France insoumise » veulent-ils gagner, ou pas ?

Ce qui doit se passer maintenant, c'est une intervention de masse pour battre Valls, pour l'abrogation de la loi El Khomri, pour battre le patronat, Le Pen, Fillon, Macron. En imposant une candidature issue du PS mais non pas de l'exécutif, cette intervention bousculera la situation.

Ce qu'elle mettra à l'ordre-du-jour ne sera pas une utopie comme le racontent ces messieurs-dames les éditorialistes : ce ne sera ni un gouvernement PS-PCF-EELV ni la « France insoumise au pouvoir », ce sera l'unité réelle ici et maintenant, l'exigence que B. Hamon et J.L. Mélenchon se rencontrent.

On ne leur demande pas un programme commun, mais l'unité d'action : abrogation de la loi El Khomri, défense de la sécurité sociale, abrogation de la réforme du collège, barrage à Le Pen, Fillon et Macron. Sur cette base ils peuvent s'unir ou au moins favoriser la contre-offensive.

C'est donc en votant Hamon dimanche que cette modification dans la situation politique peut être imposée.

Cela ne nécessite pas de repeindre B. Hamon en rouge ou en rose.

Le revenu universel, s'il s'agit, comme cela devrait être, du droit aux biens fondamentaux, vie, nourriture, logement, culture, transports, est incompatible avec le capitalisme, et tout à fait

compatible avec la richesse sociale d'aujourd'hui. Inutile de se faire croire que B. Hamon veut la révolution pour le soutenir ce dimanche contre Valls.

M. Valls lance une campagne le faisant passer pour « islamophile ». Il faut être clair à ce sujet : le bonapartisme concordataire de M. Valls, qui vise au contrôle étatique de l'islam tout en préservant les priviléges de l'Eglise catholique, n'est pas dirigé contre l'islamisme réactionnaire ou fasciste, mais contre la laïcité. Objectivement, ni l'un ni l'autre ne peuvent passer pour de grands défenseurs de la laïcité. Mais une chose est sûre : régression sociale, atteintes aux libertés publiques et à la laïcité forment un tout, et ce n'est pas en votant Valls, mais contre lui, qu'on les combat.

La condition de la victoire de Benoît Hamon dimanche prochain, qui n'est pas encore acquise ne l'oublions pas, est dans une assez large mesure indépendante de lui : **par notre intervention, celle de ceux d'en bas, faisons de ce vote un vote d'affrontement social pour imposer l'unité contre patronat et droite.**

Ce fut donc la primaire qui n'aurait pas dû avoir lieu.

Tout l'establishment politico-médiaque avait décidé que ce serait un bide mais que « logiquement » M. Valls devait en sortir en tête. Ce ne fut pas un bide et M. Valls ne fut pas en tête, les deux candidats s'étant prononcés pour l'abrogation de la loi El Khomri totalisant près de 55% des voix. Ces faits là sont indéniables.

Ce ne fut pas un bide, car, malgré les organisateurs, malgré tout le monde ou presque, 1,3 à 1,4 million de personnes sont allées voter à un scrutin qui leur avait été désigné comme inutile et déplacé.

Le fait que le comité d'organisation de la BAP, ce mystérieux machin qui s'était illustré en refusant la candidature de G. Filoche, ait fortement bricolé, annonçant un chiffre de participation très faible à 12h sur la base des « deux tiers des bureaux », puis qu'il ait annoncé un chiffre surévalué dans la soirée, « près de deux millions », révisé à la baisse le lendemain, montre avant tout une chose : **ces primaires, pour leurs propres organisateurs, ont été une contrainte dangereuse mise en œuvre à reculons et de mauvais grès.**

Ces pérégrinations nullement innocentes servent de base à une campagne visant en fait à annuler de force toute candidature issue du PS, au profit de Macron. J.L. Mélenchon et ses partisans, à l'unisson de cet establishment politico-médiaque qu'ils croient si souvent contredire, disent la même chose.

Tous avaient en réalité misé sur une participation trois ou quatre fois plus faible. Les opérations douteuses du comité d'organisation leur donnent des arguments pour tenter de nier ce qui vient pourtant de se produire dans ce pays : 55% des votants à la primaire du PS, au nombre de 1,3 à 1,4 million, ont voté pour des candidats affichés comme adversaires de la politique qui fut celle de Hollande-Valls.

Affichant leur mépris du peuple et des électeurs, de nombreux éditorialistes nous racontent ce lundi que si « les électeurs de gauche » ont mis B. Hamon en tête, c'est parce qu'ils auraient intégré la

défaite et choisi un opposant, qui puisse « faire rêver » mais nullement gagner. **Pour l'ordre établi, le scenario pré-choisi ne doit surtout pas être perturbé.**

Ce scenario veut qu'au premier tour, « la gauche » est éliminée (merci MM. Hollande et Valls) et que tout candidat autre que M. Valls qui soit issu du PS doit être écrasé, la répartition de l'ancien électorat de gauche entre MM. Macron et Mélenchon permettant l'opération. Au second tour, soit Fillon, soit Macron, doit être élu par le moyen de Mme Le Pen en face de lui.

Sauf que c'est ce scenario que sont venus contredire les quelques 700 000 personnes qui en allant voter Hamon ou Montebourg, n'ont pas cherché à ce qu'on les « fasse rêver » mais ont cherché à **peser sur la situation**. Tous ceux qui avaient misé sur un bide total avec Valls en tête écument de rage.

Qu'on ne se fasse pas d'illusions : ces primaires s'avérant dangereuses pour l'ordre en place, les palinodies et les à-peu-près du douteux comité d'organisation de la prétendue « BAP » visent de fait à leur donner les moyens politiques de saboter ou d'annuler le second tour.

Trois exigences s'imposent, non pas seulement à « l'électorat socialiste », mais à tous ceux qui veulent préparer l'affrontement social prochain et qui exigent toujours l'abrogation de la loi El Khomri, de l'état d'urgence et de la réforme du collège :

- 1) Stop aux manœuvres et au mépris pour ceux qui sont allés voter, le second tour doit avoir lieu, de manière transparente et massive.
- 2) Dimanche prochain, tous ceux qui ont manifesté en 2016 contre la loi El Khomri, contre l'état d'urgence, doivent aller battre Valls et démultiplier le nombre de participants d'hier.
- 3) Leur message, le message de leur vote, doit être d'appeler B. Hamon et J.L. Mélenchon à se rencontrer publiquement, tout de suite, pour appeler ensemble à battre Le Pen, Fillon et Macron, et à l'abrogation de la loi El Khomri.

Engageons la bataille pour faire taire ceux qui veulent interdire au peuple de peser : 4 millions dimanche prochain, pour signifier la rupture définitive avec Hollande-Valls et imposer l'unité sur la base des revendications du monde du travail.

Le 23-01-2017

Pour nous lire régulièrement, suivez notre site

<https://aplutsoc.wordpress.com/>

Près de 2 millions ce dimanche avec une majorité pour l'abrogation de la loi El Khomri, soyons plus encore pour battre Valls dimanche prochain !

Ils n'auraient « dû » être que 300 000, ou moins. La politique des gouvernements Hollande-Ayrault puis Hollande-Valls, catastrophe totale, avait fait le vide. On leur avait expliqué que désigner le 4° ou 5° coureur du premier tour, ce n'était pas enthousiasmant.

Cambadélis avait écarté le socialiste des manifestations contre la loi El Khomri, Gérard Filoche. Les médias, de nombreux membres du gouvernement et J.L. Mélenchon leur avaient expliqué que de toute façon, Macron sera le seul candidat au final. Beaucoup, si ce n'est la majorité, des barons régionaux et départementaux et des « grands élus » du PS ne les encourageaient pas à venir et s'apprêtaient à passer chez Macron quand ce n'est déjà fait. J.L. Mélenchon avait appelé à ne surtout pas aller voter et une armada d' « insoumis » était lâchée sur les réseaux sociaux pour les accabler de quolibets. Les candidats eux-mêmes n'étaient pas passionnants. Le jour même, une indication partielle donnée par M. Borgel donnait 400 000 votants sur une partie des bureaux de vote, eux-même en nombre plus réduit qu'en 2011, et ce chiffre était asséné : cela valait-il le coup de venir voter ?

Il en est venu semble-t-il près de 2 millions. On le savait, c'est moins qu'en 2011, mais cela n'a rien à voir, car ils auraient « dû » être dix fois moins du point de vue de l'ordre établi.

Et du coup, Manuel Valls est battu, car, avec une faible participation, il aurait fait un bien meilleur score. La formidable pression mise par l'Élysée, les médias, Macron, Mélenchon, a été battue par un mouvement de fond qui ne porte aucune rémission, aucun « pardon », pour les auteurs de la loi El Khomri, de l'état d'urgence ou de la réforme du collège, mais qui cherche un débouché que, pour l'instant, il n'a pas, mais qu'il cherche.

Ce premier fait est un événement politique majeur et explique que Valls soit second et en posture de pouvoir être largement battu au second tour si des masses plus importantes encore se mobilisent, contre la loi El Khomri et les atteintes aux libertés publiques.

Les deux candidats qui se sont prononcés pour l'abrogation de la loi El Khomri, B. Hamon avec 36% des voix environ à cette heure et A. Montebourg avec près de 18%, sont majoritaires. B. Hamon a des positions plus européistes qu'A. Montebourg et n'excluant pas une démarche unitaire vers Mélenchon, mais aussi vers Macron, mais ce n'est probablement pas pour cela qu'il a réalisé une forte percée. De tous les candidats ministres il était celui qui est resté le moins longtemps, et qui à une échelle de masse apparaît comme le plus « nouveau », tout en ayant un ancrage dans les courants traditionnels du PS tel qu'il est devenu.

Contrairement à ce que disent à la fois les médias dominants et J.L. Mélenchon, il y aura très certainement une candidature issue du PS partiellement démarquée de la politique de l'exécutif de ce quinquennat honteux. Cela ne signifie pas une « résurrection du PS » que beaucoup conchient et craignent, mais une accentuation de la crise politique alors que de larges masses cherchent les moyens de peser sur son débouché.

Elles doivent le faire, dimanche prochain 29 janvier, en venant en bien plus grand nombre voter Hamon contre celui qui fut l'homme fort de cet exécutif. Par leur nombre, ils pèseront dans le sens de l'unité et donc de l'affrontement social nécessaire. Le 22-01-2017 à 22H30